



Année Universitaire : 2005-2006

Licence de sociologie L1 Semestre 2
Cours de Sociologie
M. François DUBET

Sommaire

L'idée de société

I. Les récits de la modernité

- 1 La division du travail
- 2 La démocratie comme règne de l'individu.
- 3 La rationalisation désenchantée
4. Quelques exemples.

II Structure et classes sociales

1. Inégalités et classes sociales
2. Les difficultés d'un concept
3. Classes et action collective.

III. Organisation et institution

1. Organisation et rationalité
2. Le modèle stratégique.
3. Pouvoir, autorité, légitimité et domination.
3. Domination.

IV. La socialisation

1. Intégration systémique, intégration sociale.
2. La culture.
3. La socialisation.
4. Déviance et contrôle social

V. Au-delà de l'idée de société

1. La société est l'État-nation
2. La «crise», comme distance entre l'intégration sociale et l'intégration systémique
3. De multiples paradigmes.

Bibliographie sommaire

Notions de sociologie

L'idée de société

On dit généralement que la sociologie a pour objet « la société ». Mais il n'est pas aisé de définir ce qu'on appelle la société au-delà du fait qu'il s'agit d'une représentation et d'une construction intellectuelle correspondant largement à des États-nation. Dans une large mesure, on peut considérer que les sociologues ont d'abord été les philosophes sociaux qui ont construit l'idée de société au moment où se formaient des États-nation industriels, démocratiques et modernes. Il est sans doute nécessaire de s'interroger aujourd'hui sur l'actualité et la pertinence de cette représentation de la vie sociale au moment où la globalisation transforme considérablement les cadres de la vie économique, politique et culturelle. Cependant, cette construction intellectuelle est associée à une série de concepts et de notions que les sociologues continuent à utiliser et que ce cours essaiera de présenter en montrant comment ils font système, comment chaque concept renvoie aux autres. Ces concepts peuvent être définis comme des outils permettant de répondre aux quelques grandes questions qui ont fondé la sociologie et qui perdurent aujourd'hui, même quand les réponses à ces questions ne sont plus les mêmes.

1. Comment définir et expliquer le changement social ?

Dans la mesure où l'idée de société s'oppose à celle de communauté, elle est attachée au thème de la modernité et la sociologie a construit plusieurs récits de la modernité qui s'entremêlent sans cesse dans la pensée sociologique, de ses origines à aujourd'hui.

2. Quelle est la morphologie, la structure, des sociétés ?

La modernité capitaliste a engendré des ensembles complexes composés de groupes et de classes sociales qui forment à la fois une structure inégalitaire et un système de rapports sociaux qui unissent et séparent les individus. Comment les définir ?

3. Pourquoi les sociétés tiennent-elles ?

Les sociétés sont des ensembles organisés dans lesquels s'exercent des relations de pouvoir reposant sur des formes de domination plus ou moins légitimes. Comment fonctionnent les organisations ?

4. Pourquoi des individus singuliers et « libres » forment-ils une société ?

Les sociétés sont composées par des individus agissant, le plus souvent, de façon autonome, mais agissant aussi de manière coordonnée et prévisible. Cette coordination assure une certaine intégration sociale à travers des mécanismes de socialisation et de contrôle social.

Il restera à se demander si les représentations de la vie sociales organisées autour de ces interrogations, et qui constituent ce qu'on peut appeler la sociologie classique, forment toujours une représentation acceptable et pertinente de la vie sociale. Mais avant de se poser cette question, encore faut-il connaître les cadres qui ont fondé le vocabulaire de la sociologie.



I. Les récits de la modernité

Le XIX^{ème} siècle, qui a vu naître la sociologie, a été dominé par trois grandes ruptures : la rupture révolutionnaire qui a rompu avec les légitimités sacrées et les ordres traditionnels ; la rupture démocratique qui a fait de l'individu le cœur et de but de la vie sociale ; la rupture industrielle capitaliste qui a changé la division du travail et formé les classes sociales. La sociologie a consisté à se demander comment ces ruptures souvent radicales pouvaient cependant engendrer un ordre social stable, ce que les sociologues classiques ont appelé la société. La société se forme à la conjonction de trois grands récits de la modernité qui se mêlent le plus souvent mais qu'il importe au aussi de distinguer.

1 La division du travail

Plusieurs sociologues ont construit un récit du changement à partir de l'idée de division du travail et de la complexité croissante de la vie sociale. Parmi ces couples d'opposition on retiendra celui de la « communauté » et de la « société » emprunté à Tonnies et celui la solidarité « mécanique » et de la solidarité « organique » emprunté à Durkheim. Dans tous les cas, on postule que la société moderne est caractérisée par sa complexité, par son haut degré d'organisation, par l'abstraction des échanges sociaux, par la séparation continue des domaines d'activité et par l'éloignement de communautés homogènes, « simples », dans lesquelles dominent les relations personnelles face à face.

On pourrait illustrer la portée de cette conception de la modernité à partir de l'analyse du don et de l'échange proposée par Mauss et par l'analyse des échanges monétaires proposée par

Simmel. Dans le premier cas, celui de la tradition, la solidarité sociale, la dépendance mutuelle des individus, est enfermée dans des codes précis et des ensembles sociaux relativement étroits fixant la chaîne des dettes et des créances : on donne pour recevoir en retour selon un système d'obligations croisées. L'argent, qui plus moderne et plus abstrait, permet des échanges plus larges, plus libres aussi car déconnectés des liens personnels assurant ainsi l'autonomie des individus. Alors que les dons circulent dans un espace relativement étroit, l'argent circule dans la nation et aujourd'hui sur la totalité de la planète, liant ainsi des individus qui n'ont entre eux aucune relation concrète.

2 La démocratie comme règne de l'individu.

Le couple communauté/société peut aussi se décliner sous l'angle de l'opposition entre les sociétés holistes et les sociétés individualistes développé par Dumont. Les sociétés modernes sont alors perçues sous l'angle de l'affirmation de l'individu comme centre de la vie sociale. Alors que dans les sociétés holistes chacun est assigné à une position et un rôle qui lui sont imposés par la naissance, dans les sociétés individualistes chacun est, a priori, en mesure de choisir une part de ses rôles sociaux, sa profession par exemple, de ses croyances, de ses goûts personnels...

Le thème de la démocratie (Tocqueville) désigne le triomphe du principe d'égalité qui implique une transformation de la structure sociale et des relations hiérarchiques. On passe des ordres traditionnels (noblesse, tiers état, castes diverses) aux classes sociales, et des classes aux masses. Le règne du principe d'égalité permet de dégager un grand nombre de traits des sociétés modernes dans l'ordre de la consommation, de l'action collective, de la famille, de l'éducation, du rapport aux religions. L'égalité et l'autonomie individuelle se substituent progressivement à la définition de soi en termes d'appartenances collectives obligées. Mais en dépit de ce mouvement vers la démocratie et l'individualisme nous ne vivons jamais dans des sociétés parfaitement libres et égalitaires. Aussi, cette perspective d'analyse met-elle en évidence les processus de formation de certains régimes autoritaires et totalitaires qui apparaissent comme des réactions hostiles à la démocratisation individualiste.

IL est possible de situer l'œuvre d'Elias dans cette tradition dans la mesure où elle vise à définir la modernité comme un processus de civilisation au cours duquel l'individu s'affirme comme « maître de lui-même ». On passe ainsi du contrôle social externe (le jugement et la sanction des autres) au contrôle interne grâce au polissage des mœurs emprunté à la société de cour. L'individu moderne résulte de l'autocontrôle social, il est autonome dans la mesure où il

produit son propre contrôle par le biais de la culpabilité, des techniques de contrôle de soi comme l'hygiène, le sport, le sérieux dans le travail...

3 La rationalisation désenchantée

Cette dernière perspective s'interroge sur la singularité de l'occident où ce se sont notamment développés la science moderne, la technique et le capitalisme qui sont tenus pour les caractéristiques fondamentales de la modernité.

Max Weber conçoit la modernité comme un processus de rationalisation et de désenchantement impliquant une transformation du rapport au sacré, à la science et à la légitimité alors que déclinent de la pensée magique et religieuse. Le paradoxe mis en lumière par Weber, c'est que ce mouvement de rationalisation du monde est issu d'une mutation de la pensée religieuse. C'est là la thèse centrale de *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Les changements apparus dans l'ordre de la croyance ne concernent pas seulement l'univers de la foi. Ils ont des conséquences indirectes et pas forcément voulues par les réformateurs protestants dans les attitudes à l'égard de l'économie, mais aussi de l'art, de la science et de la politique. Le protestant sera invité à produire un travail rationnel et ascétique au fondement du rapport moderne au monde.

La rationalisation et le désenchantement du monde engagent la plupart des interprétations culturelles de la modernité et de ses contradictions culturelles perçues comme la manifestation de la « guerre des Dieux ». La vie sociale n'est pas la conséquence de valeurs homogènes, mais elle résulte d'un ensemble de débats et de conflits portant sur la définition même des croyances et des principes qui commandent la vie sociale.

4. Quelques exemples.

En fait, toutes ces lignes d'analyse se mêlent et s'entrecroisent constamment dans la plupart des travaux des sociologues. Nous illustrerons ce phénomène à partir de la généalogie et des dimensions d'un concept, celui de travail.

- Dans une filiation démocratique, le travail cesse d'être un châtement divin et se conçoit comme le support de la liberté individuelle et comme propriété individuelle au sortir de la communauté : le travailleur vend sa force de travail, mais pas sa personne-même. (Locke, Smith)

- Dans un récit issu de la division du travail, l'activité de travail est perçue comme le support de la solidarité sociale et de la division du travail ; le travail confère des droits et des obligations, il attache aux autres. (Durkheim, Castel)
- Enfin, du point de vue de la rationalisation, le travail est conçu comme la manifestation de la créativité humaine dans un monde qui n'est plus dominé par la prière et par l'héroïsme de la guerre. (Marx)

Ces trois dimensions du travail ont été longuement intégrées dans le mouvement ouvrier car le travail a été aussi considéré comme le lieu principal des inégalités et des conflits dans la société industrielle.

Le même type de raisonnement peut être illustré à propos de la formation des systèmes politiques démocratiques qui s'inscrivent dans plusieurs récits de la modernité.

- La division du travail. La démocratie peut être conçue comme la séparation croissante de l'État, de la société et de la religion. La démocratie suppose que l'État ne contrôle pas tout et qu'il agisse dans un domaine propre.
- L'individualisme démocratique et l'autonomie du citoyen : la participation politique, des droits naturels, aux droits de l'Homme repose sur la formation d'un citoyen capable de définir ses choix politiques à partir de ses intérêts idéologiques et économiques.
- Les changements de légitimité. La légitimité démocratique ne tient pas à des valeurs communes transcendantes de type religieux, mais au fonctionnement des procédures considérées comme justes. On passe ainsi d'un pouvoir défini comme sacré au pouvoir tirant sa légitimité du fonctionnement des institutions.
-

* * *

En conclusion, la sociologie inscrit nombre de concepts et d'analyses dans des récits de la modernité qui sont, à la fois, des problématiques et des explications. Dans une large mesure, la sociologie, surtout la sociologie classique, peut être conçue comme l'entrecroisement de plusieurs récits de la modernité dans lesquels la tradition est perçue comme une altérité théorique bien plus que comme un fait puisque la modernité d'hier devient parfois la tradition d'aujourd'hui.



II Structure et classes sociales

1. Inégalités et classes sociales

De quoi parle-t-on ? Les classes sociales semblent à la fois évidentes et extrêmement difficiles à définir car elles ne sont pas réductibles aux seules inégalités et surtout, toutes les inégalités sociales ne sont pas des inégalités de classes. Quels critères retenir ? Weber, distingue la classes, le statut et le pouvoir en fonction de la nature du critère choisi de définition des inégalité : l'économie, le prestige et la puissance. Ainsi, les classes ne définiraient que les inégalités de pouvoir dans le domaine économique. Bourdieu reprend une distinction assez proche de celle de Weber en distinguant plusieurs types de capital, économique, culturel et social. Ainsi certains acteurs peuvent posséder tous les types de capitaux ou, au contraire, être privés de tous, mais en général, les positions de ne sont pas homogènes sur ces divers registres. C'est ce qui fait que la notion de classe est à la fois permanente car elle renvoie à l'expérience forte des inégalités, et difficile à construire. Par exemple, selon le critère qu'il choisit, Marx comptera deux classes (ce qui est peu) ou treize (ce qui est beaucoup).

Il faut surtout noter que dans tous les cas, les classes sont liées à la modernité, elles ne sont ni des castes, ni des Ordres, ni des minorités ou des communautés culturelles ; en ce sens, les classes sont liées aux sociétés démocratiques, elles supposent une égalité en principe et une certaine mobilité sociale.

Pour exister sociologiquement, une classe doit aussi posséder une conscience de classe ; celle-ci est l'articulation d'un sentiment d'appartenance à un groupe large, d'un sentiment d'opposition à une autre classe et de la définition d'un espace d'enjeu de cette opposition (Touraine). Il ne peut y avoir de classes sociales sans conflits de classes. Tous les acteurs partageant la même condition n'ont pas forcément une conscience de classe et pour que la classe soit autre chose qu'un dénombrement statistique, il faut que les individus aient le sentiment d'avoir des intérêts et des idéaux communs.

La force de l'analyse sociale en termes de classes vient de ce qu'elle établit un système de correspondances étroites entre plusieurs ordres de phénomènes : la position objective des individus d'une côté, leurs attitudes et leurs représentations et leurs conduites individuelles et collectives, de l'autre. Les classes sont des communautés de modes de vie, les classes sont des ensembles d'intérêts, les classes sont des acteurs collectifs, la classe est donc un concept « total » (ce qui ne veut pas dire totalitaire).

2. Les difficultés d'un concept

Alors que les inégalités ne diminuent pas sensiblement, alors même qu'elles augmentent selon certains critères, la notion de classe pose quelques problèmes quand s'affaiblit la force des correspondances qu'elle vise à établir. 1/ Depuis quelques années on observe une multiplication des critères de définition des inégalités qui ne relèvent pas tous des classes sociales, comme les inégalités entre les sexes ou entre les classes d'âge. 2/ Il faut aussi y ajouter la complexité de l'organisation économique qui rend souvent difficile l'identification des positions de classe des individus : à quelle classe appartient un étudiant ? à celle de ses parents, à celle du métier auquel il se destine ? Est-il défini par son mode de vie, par son niveau de revenu, par sa culture, par son sexe... ? 3/ Enfin, le développement de la culture de masse affaiblit les communautés de classes au profit des stratifications et des « distinctions ». Se pose alors la question des vastes classes moyennes où les acteurs sont plus définis par leurs niveaux de consommation et par leur goût que par leur stricte activité professionnelle.

Aujourd'hui, la notion de classe se heurte à d'autres principes de clivage : classe/exclusion, classe/culture, classe/sexes, classes/âges... Les mutations du marché du travail font que bien des positions de classe sont plus incertaines. Le déclin des économies nationales lié à la globalisation conduit vers des théories des classes plus complexes comme celle de Reich qui distingue des rapports de classes et des rapports de domination entre divers secteurs d'activités plus ou moins performants et plus ou moins protégés. Par exemple, il peut sembler pertinent de distinguer les ouvriers qui travaillent dans les grandes entreprises exportatrices ou les entreprises publiques, des ouvriers précaires travaillant dans les secteurs de sous-traitance. Ils n'ont ni les mêmes conditions de vie, ni les mêmes adversaires et, peut-être même, ni des intérêts identiques. D'ailleurs, la plupart du temps, ils ne votent pas de la même façon.

Cependant, il semble que nous devons défendre la notion de classe sociale afin de distinguer les simples inégalités et la stratification d'une part, des rapports de classe qui impliquent des mécanismes de domination et d'exploitation d'autre part. La notion de classes sociales est moins utile à la description de la vie sociale qu'à son analyse et à l'interprétation de ses conflits.

3. Classes et action collective.

L'âge d'or de la notion de classe est celui de la société industrielle conçue comme une des mises en formes sociales d'un système économique, le capitalisme. La plupart des recherches sociologiques ont porté sur la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Il faut distinguer

plusieurs moments historiques de la conscience de classe : conscience prolétarienne, conscience de métier, conscience de classe. Dans quelle mesure peut-on parler de conscience de classe ouvrière aujourd'hui, et surtout, peut-on considérer que tous les conflits sociaux relèvent des conflits de classes ?

Un des problèmes classiques de la sociologie est celui de la formation de l'action collective. Celle-ci est enfermée dans un paradoxe mis en évidence par Olson : les individus n'ont pas intérêt à agir collectivement pour obtenir des biens collectifs qui seront attribués à ceux qui n'ont pas payé de coût de la mobilisation. Il importe donc que les mouvements sociaux se conduisent comme des « entrepreneurs » susceptibles de développer des mobilisations qui ne sont en rien naturelles. De son côté, Hirschman pose une question voisine en distinguant la « défection », la « loyauté » et le « conflit » comme autant de réponses possibles aux mêmes problèmes sociaux.

L'action collective se développe toujours dans un cadre institutionnel plus ou moins favorable à l'expression légitime des conflits sociaux. De ce point de vue, un mouvement de classe peut prendre plusieurs formes : pression et négociation dans les systèmes institutionnels ouverts, protestation revendicatives démocratiques quand il s'agit d'entrer dans un système institutionnel (c'est le cas des luttes anti CPE), rupture violente et « révolution » quand le système institutionnel est fermé. Autrement dit, l'action collective dépend largement de ses degrés d'institutionnalisation du conflit.

Depuis quelques décennies, nous assistons à la multiplication des conflits et des mouvements sociaux. Les mouvements collectifs parlent au nom d'identités culturelles, de groupes d'intérêt, de minorités, de genres ... sans que toutes ces actions soient pour autant des actions de classes. Au sortir de la société industrielle, les mouvements sociaux paraissent de diversifier et se multiplier sans entrer forcément dans le cadre d'une lutte des classes.

* * *

Afin de sauvegarder une utilité à la notion de classe sociale, il convient donc de lui conférer un sens relativement précis renvoyant à un type particulier de phénomènes sociaux. Sans cela, la notion de classe sociale risque de se dissoudre, de n'être qu'un marqueur idéologique et de ne désigner que des ensembles et des processus vagues. De manière générale, la sociologie reste attachée à la notion de classe à travers la description et l'analyse des inégalités sociales qui constitue une des activités fondamentale des sociologues.



III. Organisation et institution

1. Organisation et rationalité

Le récit de la division du travail est souvent associé à celui des organisations, des ensembles fonctionnels ayant à la fois des objectifs explicites et des frontières puisque seules les organisations sont en mesure d'atteindre des buts collectifs et de coordonner les conduites dans des sociétés complexes. Même si les organisations sont très anciennes, (armées, constructeurs de pyramides et des cathédrales, ordres religieux, bureaucraties d'État...) leur développement tient à l'extension de la modernité dans la mesure où elle repose sur une forte rationalité.

On peut dégager le type idéal de l'organisation moderne à travers le modèle bureaucratique dessiné par Max Weber.

- Les buts de l'organisation sont fixés par une autorité supérieure.
- Les membres sont recrutés sur des critères universalistes, en fonction de leurs compétences (examens concours) et par de leur personnalité ou de leurs origines.
- Les règles de fonctionnement sont objectives et, elles aussi, universalistes.
- Le pouvoir est de type rationnel légal, il est fixé par des règles et des procédures légales.

Certaines organisations chargées de contrôler les individus et leur subjectivité, comme l'Église ou l'école) peuvent être définies des institutions (Dubet). Dans ce cas, les finalités sont perçues comme sacrées, le travail est conçu comme une vocation, l'organisation est un sanctuaire protégé des « désordres » de la vie sociale et la discipline exercée sur les individus est pensée comme une action rationnelle et libératrice. Nous examinerons ce modèle à propos de l'Église et de l'École. Dans ce dernier cas, l'image du modèle institutionnel reste la même dans les versions critiques comme celle de Foucault, Bourdieu et Passeron et dans ses versions plus « enchantées (Durkheim, Weber).

2. Le modèle stratégique.

Alors qu'il est tentant de considérer que les organisations sont toujours fonctionnelles et incarnent la rationalité, Crozier a montré qu'il y avait une grande distance entre le modèle bureaucratique et le fonctionnement réel des organisations.

Les organisations ne fonctionnent que dans une distance aux règles strictes permettant l'adaptation des acteurs aux conditions singulières de leur travail. En même temps, le thème du blocage bureaucratique montre que les organisations peuvent être irrationnelles quand elles ne peuvent répondre aux changements de leur environnement. Ainsi l'action organisée est moins une conformité aux rôles et aux normes qu'elle n'est une action stratégique afin d'atteindre des buts plus ou moins spécifiques. Les acteurs s'efforcent de construire et de maîtriser des espaces d'autonomie conçus comme des « zones d'incertitude » inégalement distribuées dans l'organisation. Il y a donc loin du cadre formel des organisations à leur réalité de fonctionnement qui est plus construite que donnée. Des sociologues comme Strauss poussent encore plus loin ce raisonnement en considérant que l'organisation est un processus de négociation permanente. L'organisation apparaît donc comme une construction collective résultant de l'action stratégique des individus capables de réaliser leurs intérêts et de coordonner leurs conduites. L'organisation serait donc moins un cadre formel général s'imposant aux acteurs qu'elle ne serait le produit, plus ou moins rationnel des stratégies de tous ceux qui la composent et disposant de plus ou moins de pouvoir.

3. Pouvoir, autorité, légitimité et domination.

Quand l'action sociale est définie comme une stratégie limitée, les relations entre les acteurs sont définies en termes de pouvoir. Le pouvoir, comme médium et comme échange, comme capacité d'influencer le comportement d'autrui, est simultanément une ressource et le but de l'action. Toutes les relations sociales peuvent être définies en termes de pouvoir ce qui explique les ambivalences de chacun à l'égard de l'autorité et du pouvoir : on condamne souvent le pouvoir tout en cherchant à en conquérir pour y échapper.

L'autorité est le pouvoir associé à une position sociale, elle un pouvoir relativement stable. Dans la plupart des cas, l'obéissance à l'autorité ne repose pas sur la menace, mais sur le consentement des individus qui considèrent qu'il est juste d'obéir à une autorité dès lors qu'elle est perçue comme légitime. Quelles sont les sources de la légitimité ? En suivant Weber, on peut en distinguer trois.

- Traditionnelle : on obéit parce que « c'est ainsi », par exemple, les jeunes obéissent aux anciens
- Charismatique : le dépositaire de l'autorité incarne des principes sacrés et supérieurs, le croyant obéit au prêtre qui représente Dieu, au leader qui incarne le projet révolutionnaire...

- Rationnelle légale. Cette dernière se diffracte en deux sous logiques, celle de l'efficacité de l'action et celle de la légalité des procédures de l'accès à l'autorité. J'obéis au médecin car j'ai confiance dans ses procédures de qualification ou au chef d'État dont je pense qu'il est démocratiquement élu.

4. Domination.

Ni le pouvoir, caractérisant toute relation sociale, ni l'autorité attachée à certaines positions, ne sont identifiables à la domination qui suppose qu'un groupe ait acquis un monopole des ressources de pouvoir et d'autorité dans un grand nombre de domaines sociaux, privant ainsi d'autres groupes de leurs capacités d'action autonome.

Ainsi, il y a domination quand un groupe a le monopole de la plupart des ressources, économiques, culturelles, politiques. Dans le modèle marxiste, la classe dominante posséderait le pouvoir économique, l'autorité politique et la capacité culturelle de définir les valeurs sociales. La domination suppose donc une congruence de ce que Bourdieu appelle les divers « capitaux », elle correspond à ce que Walzer désigne comme le recouvrement des sphères de justice. Mais il est rare que la domination soit totale, dans les sociétés démocratiques et libérales, elle renvoie plus souvent à la capacité d'imposer les épreuves auxquels les dominés doivent se soumettre qu'à l'imposition directe de formes de conduite et de croyances.

Nous évoquerons deux cas de domination. La domination de classe se manifeste par la superposition d'une exploitation économique, d'une domination politique et d'une domination culturelle. La domination masculine reprend non seulement ces formes de pouvoir, mais elle se caractérise surtout par la capacité de faire que les dominé(e)s définissent subjectivement dans les catégories des dominants. D'après de Beauvoir, la domination des femmes tiendrait au fait qu'elles se perçoivent elles-mêmes à travers les catégories et les regards des hommes leur imposant une « nature féminine ».

* * *

L'action organisée n'est jamais l'accomplissement d'un programme, elle résulte des relations sociales qui sont toujours des relations de pouvoir. En ce sens, le mot pouvoir n'appartient pas au seul vocabulaire de la sociologie critique. L'analyse des organisations nous apprend aussi qu'il existe toujours une grande distance entre les cadres et les fonctions explicites des organisations, et les relations et les fonctions latentes des mêmes organisations. Quand à la domination est n'est jamais totale dans les sociétés ou l'activité critique fait partie du fonctionnement même de la société.



IV. La socialisation

1. Intégration systémique, intégration sociale.

Si l'on pense que l'ordre social ne résulte ni de l'ordre voulu par les dieux, ni de la violence abandonnée dans les mains d'un seul, ni de la main invisible harmonisant les intérêts de chacun, comment se produit l'ordre social ? La sociologie a proposé deux grandes réponses à ce problème (Lockwood). L'une est celle de l'intégration systémique, de la cohérence fonctionnelle de la société et de la logique de système qui assure la régulation sociale par les mécanismes indépendants de la subjectivité des acteurs, comme le marché, l'interdépendance fonctionnelle, les lois homéostatiques des systèmes... Le fonctionnalisme dérivé du récit de la division du travail a progressivement conduit vers cette conception « systémique » de l'ordre social.

L'autre est celle de l'intégration sociale qui suppose que les acteurs partagent des orientations culturelles communes, des valeurs, afin que leurs actions soient préréglées pour produire un ordre social. Ce sont les acteurs qui intériorisent l'ordre social à travers des cultures et des idéologies et qui produisent l'ordre social par leur action elle-même. C'est donc l'ordre symbolique qui produit l'ordre social (Parsons). La clé de l'ordre social est alors dans la tête des acteurs dont les orientations subjectives et volontaires sont coordonnées par des normes partagées.

La socialisation est l'ensemble des opérations par lesquelles les individus intériorisent ces orientations culturelles afin qu'elles deviennent une « seconde nature » proprement sociale. La sociologie consiste alors à montrer comment les conduites, les choix, les goûts a priori les plus libres sont en fait des productions sociales tenant aux valeurs et aux positions des acteurs « programmés » pour accomplir certains types d'action.

2. La culture.

La culture peut être considérée comme l'ensemble des représentations et des valeurs qui se donnent une société et qui confèrent un sens et une orientation aux actions. La culture a plusieurs dimensions. 1/La culture est une définition de la nature, elle est un système cognitif permettant d'appréhender le monde de façon partagée. 2/Elle est aussi une morale dans la mesure où elle définit et hiérarchise des valeurs : elle dit ce qui est bien, beau, juste et produit

ainsi un ensemble de motifs d'action. 3/Elle est aussi un ensemble de codes et de « moeurs » qui régulent les échanges sociaux de manière routinière. Autrement dit, aucune conduite et aucune pensée partagées ne peuvent échapper à une obligation de signification culturelle.

Enfin, la culture possède une dimension subjective en ce qu'elle définit des identités et des représentations de soi et d'autrui. C'est le thème de la personnalité de base et plus largement celui des liens entre culture et personnalité qui a été un des grands objets de l'anthropologie sociale (Kardiner). Certains auteurs (Elias, Riesman) montrent ainsi comment la modernité peut être pensée en termes de transformation des ces « personnalités ».

Dans quelle mesure peut-on considérer que la culture est une idéologie ? On admettra que la culture est une idéologie quand elle est au service de rapports de domination. En ce sens, toute culture est une idéologie puisqu'elle participe d'un ordre inégalitaire, mais aucune d'entre elle n'est réductible à une idéologie car la critique d'une idéologie emprunte à d'autres cadres culturels que l'on peut aussi considérer comme des idéologies. De plus la critique culturelle est souvent interne à un cadre culture donné. Par exemple la critique de la science en appelle à la science pour être recevable et, historiquement, les critiques de la religion ont presque toujours été de nature religieuse en opposant des croyances à d'autres croyances, de sacré à d'autres représentations du sacré.

3. La socialisation.

La socialisation est le travail d'intériorisation de la culture et des attentes sociales. Dans *Les règles de la méthode sociologique*, Durkheim explique que la socialisation remplit une fonction morale et anthropologique essentielle dans la mesure où la nature humaine ne peut pas être régulée par autre chose que par le social. Aussi, l'action humaine est-elle sociale parce qu'humaine.

On distingue habituellement la socialisation primaire, celle de la petite enfance, de la famille, et la socialisation secondaire qui s'accomplit tout au long de la vie dans les institutions et la plupart des interactions sociales. La socialisation a une double face : une face interne par laquelle l'individu fait siennes les règles sociales entraînant souvent un sentiment de culpabilité quand l'individu sent qu'il n'est pas conforme à ces règles ; une face externe liée au contrôle social, au regard d'autrui, ce qui peut provoquer un sentiment de honte, une réprobation et parfois un châtement.

Elias et Bourdieu ont proposé une conception de la socialisation avec la notion d'habitus conçue comme un ensemble de dispositions précoces qui laissent cependant aux individus des possibilités d'adaptation plus ou moins souples. Même si l'acquisition des habitus est précoce, il reste que la socialisation est un processus continu, un processus d'apprentissage se déroulant tout au long de l'existence.

Mead a proposé une conception plus souple et plus dynamique de la socialisation en distinguant plusieurs instances de la personnalité : le Moi, le Soi, le Je. Il n'y a pas de Moi, d'identité individuelle, indépendamment d'une identité collective, d'un Nous, mais le Je, la conscience de sa singularité résulte de la tension entre le Moi et le Nous. De cette manière, le fait que nous soyons des individus singuliers n'empêche pas que nous soyons aussi totalement socialisés et que notre propre identité résulte des regards et des attentes d'autrui.

4. Déviance et contrôle social

Pourquoi, si nous sommes socialisés, existe-t-il toujours des conduites déviantes et délinquances ? Il faut d'abord distinguer entre déviance (conduite non conforme), délinquance commise (conduite contraire aux lois, mais non visible aux autres) et délinquance recensée (conduite contraire aux lois identifiée par autrui et souvent sanctionnée). Il existe toujours un grand écart, le « chiffre noir », entre la délinquance commise et la délinquance connue et sanctionnée, écart tenant aux pratiques des appareils de contrôle social et aux stigmates désignant certains groupes comme potentiellement criminels.

Une explication des « fonctions sociales du crime » est celle de Durkheim affirmant que la déviance et le crime renforcent la conscience des règles, des lois et du consensus moral. En fait, les sociétés produiraient de la déviance parce qu'elles produisent des normes et que celles-ci ne peuvent être affirmées qu'à travers le châtement des déviants. C'est en ce sens que le sociologue peut considérer que la déviance est un phénomène « normal » parce qu'elle participe, à terme, à l'intégration de la société.

Mais il reste que la déviance n'est pas une conduite aléatoire et qu'elle se répartit inégalement en fonction des contextes sociaux, des groupes et des périodes historiques. Les sociologues ont proposé quelques grandes explications de la déviance :

- Anomie et désorganisation sociale : la délinquance provient d'une faiblesse de la socialisation et du contrôle social. C'est ce qui expliquerait le lien entre la délinquance des jeunes et des ruptures familiales et culturelles.

- Tensions structurelles entre les objectifs sociaux valorisés par tous et la distribution inégalitaire des moyens de réalisation. C'est la définition de l'anomie par Merton. Cette conception peut rendre compte du fait que les délinquants sont souvent issus des milieux les moins favorisés.
- Rationalité délinquance : on peut considérer que la délinquance est une conduite rationnelle portée par un certain conformisme culturel comme dans le cas de la délinquance en col blanc..
- Les sociologues interactionnistes ont souligné le rôle de la socialisation délinquante, celui des stigmates sociaux et des sous-cultures marginales. La forte délinquance de certains groupes sociaux sont particulièrement ciblés par les institutions policières et judiciaires et par le fait que certains groupes élaborent des cultures délinquantes car il y a une socialisation délinquante de la même manière qu'il y a une socialisation conformiste.

La plupart des analyses de la délinquance et de la marginalité croisent toutes ces perspectives car rien n'indique que toutes les conduites délinquantes procèdent de la même logique et qu'elles n'appellent qu'un seul type d'explication.

* * *

Souvent, la socialisation occupe une place centrale dans la sociologie: elle est à la fois ce qu'il faut expliquer et ce qui explique ce qu'il faut expliquer. Ce qui fait que cette notion essentielle est parfois tautologique. Le sociologue ne saurait se borner à cette explication selon laquelle la conduite est la réalisation du « programme » culturel que les acteurs ont intériorisé par socialisation. Cependant, tout sociologue doit apprendre à percevoir les enjeux sociaux derrière les épreuves individuelles, à percevoir des processus sociaux au-delà de la singularité des personnes. (C. Wrigth. Mills).



V. Au-delà de l'idée de société

1. La société est l'État-nation

La plupart des concepts et des théories présentés dans ce cours participent d'une « sociologie classique » dont la représentation de la société, la société comme concept, est en fait une représentation de l'État-nation tel qu'il s'est formé dans les sociétés capitalistes, modernes

démocratiques et nationales au moment où elles entraînent dans la société industrielle. Or, depuis quelques années, l'État-nation connaît un certain nombre de mutations fondamentales. (Dubet, Martucelli)

- Déclin des cadres économiques nationaux avec la globalisation.
- Les cultures nationales entre cultures locales et culture de masse internationale. Le cas des migrants et du développement des identifications multiples.
- Désarticulation des rapports de classes issus de la société industrielle. Aujourd'hui, tout se passe comme si le capitalisme, le marché, se séparait progressivement de l'organisation du travail et des rapports sociaux.
- Déplacement des souverainetés politiques avec la formation d'espaces politiques supra-nationaux comme l'Europe.

Mais le changement le plus net tient à un certain décalage entre les positions sociales et les comportements, entre la subjectivité et l'objectivité, ce qui met à mal le modèle classique de la socialisation.

2. La « crise », comme distance entre l'intégration sociale et l'intégration systémique

Une crise qui dure depuis trente ans n'est pas une simple crise mais une mutation tenant aux transformations des processus d'intégration sociale. Nous évoquerons trois exemples.

Les métamorphoses de la question sociale (Castel) : mutations de la fonction du travail et de l'Etat providence. Crise financière, crise de légitimité, effets pervers de l'Etat providence. Comment construire la solidarité quand le travail n'est plus en mesure de fixer la totalité des rôles, des dettes et des obligations ?

Les transformations de l'institution scolaire et de son rôle intégrateur. (Dubet) l'école ne peut plus être tenue pour l'appareil chargé de socialiser les individus à un corps de valeurs uniques et transcendantes ; elle doit combiner plusieurs objectifs faiblement compatibles entre eux, ce qui transforme le travail pédagogique et la nature du processus de socialisation.

Les mutations de la famille (de Singly) La famille se présente moins comme un ensemble de rôles fortement définis et hiérarchisés que comme série d'arrangements plus ou moins stables visant à assurer l'autonomie des individus.

En dépit de toutes ces « crises », la vie sociale continue à se dérouler et la pensée sociale ne peut ignorer ces changements. Mais ces transformations affectent profondément les représentations de la vie sociale et depuis une trentaine d'années la sociologie a vu s'installer de nouveaux paradigmes théoriques relatifs à la nature de l'action puisque c'est la théorie de l'action qui définit la nature du lien entre le système et l'acteur.

3. De multiples paradigmes.

Le champ sociologique est aujourd'hui organisé autour de plusieurs paradigmes de l'action sociale qui sont autant de définitions de ce qu'on appelle la société et de ses mécanismes. La plupart de ces paradigmes sont présents dès les débuts de la sociologie, mais ils se sont affirmés depuis quelques années quitte à fonder leur légitimité dans l'oeuvre inlassablement relue des père fondateurs. On peut présenter ces théories de la façon suivante :

1. *Le renversement critique de la sociologie classique : Bourdieu*
2. *Le choix rationnel*
 - La rationalité limitée (Crozier et Friedberg)
 - L'individualisme méthodologique (Boudon)
3. *La ligne compréhensive*
 - L'interactionnisme symbolique (Goffman)
 - L'ethnométhodologie (Garfinkel)

Bibliographie sommaire

- R. Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard.
R. Boudon, *La logique du social*, Hachette, 1979.
P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Ed de Minuit, 1980.
R. Castel, *Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
M. Crozier, E. Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.
F. Dubet, D. Martuccelli, *Dans quelle société vivions-nous ?*, Paris, Seuil, 1998.
E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1963.
N. Elias, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1987.
E. Gellner, *Nations et Nationalismes*, Paris, Payot, 1989.
E. Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Ed de Minuit, 1974.
D. Martuccelli, *Sociologies de la modernité*, Paris, Gallimard, 1999.
R. K. Merton, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965.
R. Nisbet, *La tradition sociologique*, Paris, PUF, 1984.

